

Missions extérieures N'ONT-ILS TOUJOURS RIEN COMPRIS ?

secretariat.federation@ufap.fr

Pantin, le 17 juin 2024

Depuis l'attaque au péage d'Incarville, force est de constater que seuls les agents ont pris conscience du nécessaire tournant sécuritaire à prendre ! Pas une journée sans qu'une escorte 3 « renforcée » ne sorte sans rien ! Pas une seule région n'est épargnée, pas un seul PREJ ou une seule ELSP !

D'Aix-en-Provence en passant par Muret, Albi, Mont de Marsan, Poitiers, Strasbourg, Bordeaux, Nantes, Amiens, Saint-Quentin-Fallavier ainsi que dans l'ensemble des régions pénitentiaires, c'est la même rengaine.

OBEIR AUX REQUISITIONS D'EXTRACTIONS AU DETRIMENT DE LA SECURITE !

Il n'y a pas une journée sans que notre organisation ne soit contactée afin de tenter de négocier, avec les différentes directions interrégionales, le rétablissement du bon niveau de sécurité adapté à la mission !

Pourtant, il est nécessaire de le souligner, de nombreux chefs d'établissements ont réhaussé les niveaux d'escortes après passage en CPU sur leurs structures afin d'éviter un nouveau 14 mai ! Et pourtant, à la DAP, cette prise de conscience ne se produit pas !

MAIS POURQUOI ? QUE FAUT-IL A NOS DIRIGEANTS POUR COMPRENDRE CET ETAT D'URGENCE ?

Il suffit de prendre l'exemple de « la fin du panachage » voulue par les OS pour comprendre la logique de nos dirigeants. Ainsi, le DAP lui-même expliquait aux organisations syndicales qu'à demander immédiatement la fin du panachage, si l'équipe d'extraction n'était pas complètement armée, elle sortirait sans armes !

Pour **L'UFAP UNSa JUSTICE**, l'urgence, c'est la mise en place de formations aux modules ESP pour mettre un terme aux sorties non armées et ainsi respecter la doctrine d'emploi de 2019.

Que dire des missions avec plusieurs heures de route qui continuent d'être programmées à seulement 2 agents !

Que dire de nos collègues ERIS dont les effectifs ont été décimés comme à Lille ou dont la doctrine d'emploi a été saccagée comme à Toulouse pour des raisons d'économie !

Que dire encore du transfert d'un détenu de la Maison Centrale D'Arles dans une ZOE, voiture ô combien adaptée à nos missions !

L'UFAP UNSa Justice rappelle à la DAP que le protocole signé engage non seulement l'Etat mais aussi ses représentants et que la sécurité des agents prime avant tout. Il est impératif qu'ils aient les moyens d'exercer leur métier dans des conditions de sécurité adaptées à leurs missions et non à « poil ».

Dans l'urgence, **L'UFAP UNSa Justice** demande au ministre de la Justice de limiter les missions extérieures pour que les agents exercent leurs missions dans des conditions sécuritaires adaptées !

Le 14 mai restera une date marquée à jamais dans la douloureuse histoire pénitentiaire. Le jour d'après doit garantir à l'ensemble de nos collègues que ce drame ne se reproduira pas !

PLUS JAMAIS ÇA !

L'UFAP UNSa JUSTICE, UN SYNDICALISME DE COMBAT !

Le Secrétaire Général
Emmanuel CHAMBAUD